

[Print](#)

Que se passe-t-il en Macédoine?

De [Karl Müller](#)

Global Research, juin 03, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/5453286/5453286>

Il y a 14 ans, en 2001, la République de Macédoine, ce petit pays des Balkans limitrophe avec la Serbie au nord et la Grèce au sud, fit pendant plusieurs mois la une des journaux. Le pays risquait de s'enfoncer dans une guerre civile. Des combattants de l'UÇK macédonienne, soutenue par l'organisation kosovare du même nom, mais aussi par les services secrets et des militaires américains, se répandirent en actions destructrices et en attaques contre la police et les militaires du pays. Les combattants de l'UÇK et une grande partie des médias et des politiciens occidentaux affirmèrent que ce combat se justifiait du fait de la discrimination envers la population d'origine albanaise. Mais selon d'autres explications, il fallait voir ces attaques de l'UÇK dans un

contexte géopolitique, tout comme dans le cas du Kosovo. En août 2001, les parties en conflit se mirent d'accord pour donner à la population d'origine albanaise des droits particuliers sur le plan social et politique. L'un des principaux combattants de l'UÇK d'alors, Ali Ahmeti, est actuellement membre du gouvernement du pays.

Au cours de ces 14 dernières années, le pays avait retrouvé une sérénité et depuis 2005, il est candidat à l'adhésion à l'UE. On dit même qu'il désire adhérer à l'OTAN. Mais le gouvernement ne participe pas aux sanctions du gouvernement américain et des gouvernements membres de l'UE contre la Russie. En revanche, il s'est déclaré disposé à construire en Macédoine un tracé pour le gazoduc traversant la Turquie (Turkish Stream) planifié par la Russie. La Russie avait négocié le tracé du gazoduc traversant la Turquie au début de l'année 2015. Il devait remplacer celui de South Stream devant passer par la Bulgarie – ce qui fut empêché par l'UE – afin que la Russie puisse livrer sans encombre le gaz naturel vers l'Europe du Sud-Est et jusqu'en Autriche. En tant que pays de transit, la Macédoine occupe une place très importante pour ce gazoduc.¹

Mais depuis deux semaines, on reparle de la Macédoine. Le prétexte fut une razzia de la police nationale en ville de Koumanovo. On y trouve d'anciens combattants de l'UÇK qui auraient préparé des attentats. Ils seraient aussi impliqués dans le trafic de drogues. La ville passe pour un relais pour les transports de drogues venant d'Afghanistan. Elle est limitrophe de la Serbie et également du Kosovo, ce dernier étant la principale plaque tournante pour les transports de drogues vers l'Europe. Lors de cette razzia à Koumanovo, il y eut des échanges de tirs pendant plusieurs heures causant la mort de 22 personnes, dont 8 policiers.

Les médias occidentaux ont parlé de ces événements de façons différentes. Les uns estimaient que les forces de l'ordre macédoniennes y étaient allées un peu trop fort, guidées par des considérations ethniques et donc dirigées contre la population d'origine albanaise. D'autres ont prétendu que le Premier ministre du pays avait mis en scène les échanges de tirs à Koumanovo, pour détourner l'attention de la population mécontente des difficultés à l'intérieur du pays. Richard Howitt, membre du groupe parlementaire socialiste au Parlement européen a déclaré que les coups de feu à Koumanovo avaient profondément traumatisé la population macédonienne.

Il est toutefois intéressant de constater que l'ancien membre de l'UÇK et actuellement membre du gouvernement, Ali Ahmeti, a reconnu, lors d'une interview avec le journal autrichien «Die Presse» (19/5/15) qu'il ne «pouvait pas nier connaître certaines personnes impliquées dans cette affaire. Quelques-unes étaient d'anciens membres de l'UÇK». Toutefois, il s'empressa de s'en prendre à la Russie: «Je me demande aussi: quels sont les motifs de la Russie de monter

en épingle cette affaire. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a prétendu que l'extension euro-atlantique dans les Balkans était une provocation envers la Russie. Il y a quelques jours, le même Lavrov a prétendu, lors d'une visite en Serbie, que les événements de Koumanovo avaient été fomentés par l'OTAN, l'UE et Washington. Cela, je démens énergiquement.»

En effet, le ministre russe des Affaires étrangères a affirmé à plusieurs reprises que les événements en Macédoine étaient une nouvelle tentative de lancer une «révolution colorée» (cf. article à la page 2). Quelques jours après l'échange de tirs à Koumanovo il y eut dans la capitale du pays des manifestations contre le Premier ministre, exigeant son retrait et de nouvelles élections. Dans certains médias occidentaux, à l'instar de la Deutsche Welle, une radio diffusée au niveau international, ces protestations sont fêtées comme étant l'expression de manifestations démocratiques. On reproche au Premier ministre des écoutes téléphoniques illégales et des actes de corruption. Les principaux griefs avancés par l'UE et les Etats-Unis concernent la prétendue politique erronée menée par le gouvernement. Certains politiciens de l'UE exigent, à plus forte voix qu'auparavant, la rapide adhésion du pays à l'UE. Ces exigences viennent avant tout de députés du Parlement européen. Le processus d'intégration dans l'UE serait, selon le député du parti populaire européen Edward Kukan, le meilleur instrument pour maîtriser cette crise. La Commission européenne a exigé du gouvernement macédonien de reprendre la «bonne voie», c'est-à-dire en direction d'une adhésion à l'UE et à sa politique.

Les voix critiques venant de Russie et de Serbie – on y observe avec grande inquiétude, jusque dans les cercles gouvernementaux, les événements en Macédoine – sont traitées de «théorie conspirationniste», comme par exemple par la Deutsche Presseagentur (dpa) du 19 mai ou le journal «Die Welt» du 20 mai, et transformées en leur contraire. On prétend donc que la Russie veut arracher la Macédoine à l'alliance occidentale pour mieux diviser cette dernière. C'est ce que prétend entre autres le politicien du SPD et ancien secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense Walter Kolbow. Ce dernier était secrétaire d'Etat du temps du ministre de la Défense Rudolf Scharping du SPD qui avait été un des principaux porte-paroles allemands prônant en 1999 la guerre contre la Yougoslavie, en violation au droit international. Le gouvernement des Etats-Unis se montre également très intéressé à ce petit pays des Balkans. Le 20 mai, on a pu lire sur n-tv.de: «La crise dans ce pays cause également quelques soucis au gouvernement américain. Il suit les événements en Macédoine avec grande attention, a déclaré Jeff Rathke, porte-parole du Secrétariat d'Etat américain. Suite aux «dernières révélations», les autorités doivent vérifier les reproches adressés au gouvernement.»

Il est également nécessaire de prendre connaissance des informations publiées par le site Internet Schweizer Magazin. Dans un article du 20 mai au sujet des manifestations contre le gouvernement macédonien, on apprend qu'«à la fin de la semaine dernière, on avait fait venir des manifestants en car de toutes les parties du pays, dont beaucoup ont reçu 500 dinars de récompense pour leur enthousiasme à manifester. Selon les indications des médias de George Soros, il fallait, en plaçant des caméras de façon adéquate, donner l'impression qu'on avait affaire à «100?000» manifestants.» Il semblerait que les opposants au gouvernement aient aussi engagé des troupes de casseurs.

Quoiqu'il en soit, il y a de bonnes raisons d'analyser soigneusement la situation sans se limiter aux récits des médias dominants occidentaux. Les articles suivants sont une première contribution à ce but.

Karl Müller

1 L'article de Jens Berger «Europa und der kalte Pipeline-Krieg» donne une analyse complète concernant l'importance des Etats balkaniques pour la fourniture en énergie de l'Europe.

www.nachdenkseiten.de du 20/5/15

Copyright © 2015 Global Research